le

prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance:
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements:
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements:

1 an : 20 F (200 FB)
6 mois: 10 F (100 FB)
pli fermé: 34 F et 18 F
programme communiste *

12° ANNEE — N° 186 LE NUMERO: 1 FF 10 FB; 1 FS 16 au 29 déc. 1974

DE WASHINGTON ET MOSCOU A LONDRES ET BERLIN, ROME ET PARIS

L'honorable société des défenseurs de l'ordre établi

Les symboles diplomatiques des grandes puissances ne laissent rien au hasard. Vladivostok n'est qu'un petit port: mais d'un côté, il cligne aimablement de l'œil vers le Nord, vers le détroit de Behring au-dessus duquel les pointes extrêmes de la Sibérie et de l'Alaska se tendent l'une vers l'autre comme deux mains fraternelles (à moins que ce soient des menottes de gendarme?) depuis des millénaires, bien avant qu'il vienne à la Nature la fantaisie de mettre au monde Ford et Brejnev — sans compter son fils chéri le capital — et de les faire se rencontrer face au Pacifique; de l'autre il jette un regard menaçant, au Sud vers la Chine qui fourmille d'hommes et « conteste » les territoires « d'autrui », au Sud-Est vers le Japon débordant de bras et de capital, qui vient de signer un préoccupant accord de navigation avec Pékin.

C'est une petite ville depuis peu, mais son nom signifie Porte de l'Orient, lequel n'est pas seulement l'Asie, mais tout le Pacifique, cet océan qui as-pire à devenir le mare nostrum du condominium policier russoaméricain. Condominium difficile certes, et non exempt de nuages, mais tout ce qu'il y a de plus solide à l'encontre des « troisièmes larrons » incommodes. « Le monde capitaliste, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient sont les pôles autour desquels tourne aujourd'hui la politique extérieure de l'Union soviétique », écrivait le Corriere della Sera du 27-11 en se référant au discours de Brejnev à Oulan Bator. « Le monde capitaliste, et plus par-ticulièrement les Etats-Unis, représentent le système principal, prioritaire et de signe positif, pour ses intérêts. L'Asie du Sud-Est, en particulier la Chine, représente le système immédiate-ment subordonné, [...] de signe négatif, de sa stratégie globale. Le Moyen-Orient, et la crise is-raélo-arabe en particulier, re-présentent le sous-système régional qui est la cause principale de courts-circuits possibles, et donc l'objet de ses préoccupations ». Comme la réciproque est également vraie, et que les relations avec l'Union soviétique et le « monde communiste » sont tout aussi « prioritaires et positives » pour les Etats-Unis, l'accord s'est en bonne logique réalisé pour annoncer au monde que par un droit naturel ces deux puissances sont les seules dépo-sitaires d'une quantité supposée fixe de vecteurs nucléaires, une quantité mille fois plus grande que celle d'aucun autre pays ou bloc de pays; que équilibre cléaire » sera un équilibre entre les deux gendarmes officiels de la planète, et la terreur pour qui-conque voudrait troubler leur ordre idyllique; que si la prolifération des moyens « non conventionnels » n'est permise qu'aux deux Grands, c'est dans l'intérêt général, car leur « dis-

sémination » dans d'autres mains serait un désastre pour la planète tout entière; que donc à Vladivostok on a certes parlé d'instruments de massacre, mais uniquement en vue de ce que Brejnev, tout en lançant un avertissement à la Chine, a défini peu après à Oulan Bator comme « une tâche historique: sauver l'humanité de la menace de guerre, renforcer la paix universelle ». L'agence Novosti s'est d'ailleurs dépêchée de déclarer qu'« en œuvrant avec esprit de suite pour conférer un caractère stable au processus du développement et de l'amélioration des rapports entre l'URSS et les États-Unis » Moscou sait, ainsi que Washington, que « les intérêts des peuples soviétique et américain, tout comme ceux des autres peuples du monde, coïncident dans l'essentiel: la sauvegarde et la consolidation de la paix ». (Cité dans Le Monde des 24 et 25-11).

C'est là que réside le sens de la « rencontre historique »: les deux superpuissances incarnent dans leurs rapports « positifs » les intérêts du reste du monde (et le secrétaire du plus grand parti « communiste » s'accommode à merveille que l'une d'elles soit capitaliste, ce qui, selon le marxisme, lui interdit par définition d'être porteuse de paix et représentante des besoins et aspirations collectifs de l' « humanité »); l'intérêt du monde s'incarne dans la perpétuation du statu quo: cette perpétuation exige l'élimination des « court-circuits » possibles, quels qu'ils soient; dans ce but, inspirées par le bien de tous et de chacun, les deux superpuissances « s'arment dans l'équili-Japon, Arabes ou Israéliens — n'ont qu'à se tenir tranquilles. De leur « coopération pacifique » dépend l'éloignement des « tensions dans les rapports internationaux »: allons, masses oppri-mées et demain peut-être destinées à un nouveau massacre, inclinez-vous donc devant leur

DANS CE NUMERO:

- Points de repère pour la tactique
- L'Argentine à l'heure du péronisme

magnanime « équilibre de la terreur nucléaire »! A leur accord est suspendu non seulement un espoir de paix des armes, mais un espoir de début de reprise économique: « Les économistes occidentaux les plus perspicaces, écrivait la Pravda, voient

(suite page 4)

Après la vague de grèves

Lorsque Marx expliquait que les syndicats « luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets », et qu'ils « ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital », le réformisme n'avait pas encore mûri au point de rendre les syndicats qu'il contrôle incapables de mener avec le minimum de sérieux même ces « escarmouches inévitables ».

La dernière vague de grèves en est une illustration frappante. Le mouvement, parti de ces conflits habituels entre le capital et le travail, avait, grâce à la détermination des postiers, peu à peu entraîné d'autres couches de travailleurs et menaçait de se transformer en une véritable bataille, que les syndicats ne pouvaient que refuser de livrer, dès que le gouvernement eut montré qu'il était déterminé à utiliser la force de classe de la bourgeoisie, la force d'intimidation et de répression de l'Etat, au nom des valeurs sacrées de la « production nationale » et de « l'autorité de l'Etat ». C'est ainsi que les rangs ouvriers que les syndicats avaient refusé de souder, par dessus les catégories, en un combat commun pour la défense réelle de la classe ouvrière contre le capital et son Etat, furent dispersés avant d'avoir pu se rassembler, les plus hésitants restant paralysés, les autres démoralisés, et les plus combatifs condamnés à reprendre le travail sans avoir rien obtenu.

Les travailleurs qui sentent la profondeur de la « trahison » opportuniste ne doivent pas céder au découragement mais puiser dans les leçons de ces échecs la force pour mener les combats à venir. La force de la bourgeoisie repose sur la division des prolétaires. L'impuissance actuelle de la classe ouvrière, c'est l'impuissance, l'incurie et la nullité politique du réformisme dans la lutte ouvrière. La défaite de cette grève, comme d'innombrables autres, le formidable gaspillage que l'opportunisme fait des énergies de classe, confirment le caractère antiprolétarien de la soumission des besoins de la classe ouvrière à ceux de la «production nationale», et le caractère contre-révolutionnaire du refus d'utiliser la force des travailleurs, la solidarité de classe contre la classe capitaliste, au nom de la paix sociale et de la conciliation des intérêts de classe que l'opportunisme recherche et ne peut que rechercher.

C'est une tâche essentielle du parti d'œuvrer pour faire de ces conflits quotidiens un levier de l'émancipation révolutionnaire. Mais celle-ci exige, non pas d'abandonner ces « escarmouches » à elles-mêmes — ce qui signifierait en fait à l'opportunisme — mais de les mener de façon radicale, afin que la classe ouvrière ne perde pas pied dans cette résistance quotidienne, et que dans cette lutte, elle soit préparée aux tâches révolutionnaires qui devront revenir à l'ordre du jour.

C'est un devoir sacré pour tous les ouvriers sincèrement révolutionnaires de renforcer cette lutte et d'aider à opposer au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme le front uni du prolétariat.

Suisse: l'opportunisme et l'inflation

Depuis que la crise menace les pays impérialistes, les laquais opportunistes, à l'instar de leurs bourgeoisies, ne jurent plus que par la lutte contre l'inflation. Les réformistes du Parti Suisse du Travail sont partis eux aussi en guerre contre le monstre en lançant une « initiative populaire

contre la vie chère ». En proposant, comme ses homologues des autres pays, une série de réformes illusoires pour guérir les maux engendrés par le capitalisme, le PST se présente une fois de plus comme le garant de l'ordre social bourgeois.

Une des lois fondamentales du capitalisme énoncée par Marx est la baisse tendancielle du taux de profit moyen du capital, à laquelle les capitalistes cherchent à échapper de diverses manières, notamment en accroissant la part de la plus-value extorquée aux ouvriers, autrement dit en aggravant l'exploitation. Les conséquences pour la classe ouvrière de cette tendance sont encore aggravées lorsque la concentration de l'économie est telle qu'un nombre croissant de capitaux peuvent s'affranchir de la « libre » concurrence et augmenter « arbitrairement » leur prix grâce à des pratiques monopolistes de toutes sortes: l'augmentation rapide du coût de la vie rend alors les conditions d'existence des prolétaires encore plus précaires et difficiles.

Peut-on imaginer que l'Etat, c'est-à-dire l'organe de la classe dominante, s'oppose réellement et globalement à ces réactions de défense « naturelle » (c'est-à-dire d'attaque contre la classe ouvrière) du capitalisme à son stade suprême, qu'il s'en prenne aux racines mêmes du mode de production qu'il a été créé pour protéger et perpétuer ? S'il s'efforce de contenir les poussées inflationnistes dans certaines limites, ce n'est que lorsque la concurrence internationale l'exige, ou pour éviter des réactions ouvrières trop brutales. Contre cette vérité matérialiste, c'est la vieille superstition ré-

formiste que le PST alimente une fois de plus en proposant, pour « garantir le niveau de vie de la population »... la modification de la Constitution par l'introduction d'un article implorant l'Etat « d'assurer ... un développement de l'économie nationale », de « prévenir les phénomènes de crise de toute nature », de « combattre leurs effets, et principalement le renchérissement et le chômage » (« Voix Ouvrière », 5-10-74). Et de demander à l'Etat:

a) de surveiller (!) les prix, les profits, les loyers et les investissements, le commerce extérieur et les échanges de capitaux;

 b) de limiter la puissance des cartels et des trusts, d'empêcher la formation de monopoles privés et de nationaliser ceux qui se sont déjà formés;

c) d'imposer fortement les plus gros revenus et d'empêcher toute forme de spéculation.

En présentant ce catalogue classique du réformisme impuissant, le PST se vante d'être l'unique force capable de trancher les sept têtes de l'hydre inflationniste : « C'est donc une fois de plus au PST qu'échoit l'honneur, mais aussi la grande responsabilité de faire œuvre de pionnier [sic!] pour la défense des intérêts des travailleurs et pour contribuer à

la solution d'une question d'intérêt national » (Voix Ouvrière, 4-10-74).

A ces rengaines d'idéologues petits-bourgeois tout fiers de leur rôle de larbins, nous répondons une fois de plus que l'inflation n'est pas due à la malhonnêteté particulière de tel ou tel capitaliste, mais aux mécanismes fondamentaux et impersonnels du capitalisme, dont l'inflation galopante n'est qu'un des nombreux développements paroxystiques.

Nationalisées ou non, les entreprises capitalistes sont soumises aux mêmes lois (à titre d'exemple récent, le rapport parlementaire sur le cartel pétrolier en France montre que les compagnies les plus acharnées à faire monter les prix sont ... les compagnies d'Etat CFP et Elf!). Les staliniens auront beau toujours ranimer les mêmes illusions, les communistes ont répondu depuis longtemps à cette question par la voix d'En-

« Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin [...]. Mais ni la

(suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE

POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE DANS LES LUTTES OUVRIERES

 A LILLE, samedi 21 décembre, 20 h 30, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

L'Argentine à l'heure du péronisme

(suite du numéro précédent)

Si on pouvait considérer en 1945 le péronisme comme un réformisme bourgeois poussif, on peut bien dire qu'aujourd'hui il a perdu même tout semblant d'énergie. Vers la fin de la guerre, disposant entièrement du pouvoir, dans un pays en pleine expansion économique, il réalisa une tentative timide d'impulsion du développement de l'industrie légère qui disputait alors sa place prédominante au secteur agraire, en essayant de jouer sur la tendance au changement de la garde impérialiste dans le pays (l'Angleterre était en chute libre et USA n'avaient pas encore réussi à la remplacer) et sur une conjoncture internationale qui lui économiquement favorable. Lorsque disparurent ces circonstances qui lui étaient propices, la tentative péroniste échoua en montrant toute son indigence.

Trente ans plus tard, alors que le pays est saigné à blanc par l'impérialisme (1) qui a acquis de solides bases économiques et politiques dans le pays, et que la situation internationale ne lui est guère favorable, la tentative toute diplomatique du péronisme d'établir un équilibre nouveau à l'intérieur des classes dominantes n'atteint même pas et ne peut pas atteindre la portée déjà pitoyable de l'expérience des années 45-55. Pour reprendre l'expression de Marx, le péronisme — et la bourgeoisie argentine qui l'appuie - ne défend « pas les intérêts d'une société nouvelle contre une société ancienne, mais des intérêts renouvelés au sein d'un régime périmé». Sa couardise devant l'impérialisme et le statu quo dont il est un élément n'a d'égal que sa férocité contre les masses prolétariennes et prolétarisées.

La répression ne cesse de s'abattre sur les ouvriers combatifs dont les puissantes luttes des années 69-72 montrent qu'ils ne se résignent pas à faire les frais de la « reconstruction nationale ». Le point névralgique étant le prolétariat de Corboda

(1) La dette extérieure est passée de 575 à 6.441 millions de dollars entre 1955 et 1973. qui est organisé dans des syndicats combatifs, le gouvernement organise plusieurs provocations à son égard : destitution du gouverneur ; destitution de la direction locale du syndicat de l'automobile par la direction nationale appuyée par le Ministre du Travail. Ces pièges sont évités par les ouvriers qui sentent bien qu'on veut leur faire livrer un combat dans lequel ils seraient mis en condition d'infériorité et que, par ailleurs, ils manquent de toute direction ferme et résolue. A titre d'exemple, le secrétaire syndical destitué, nommé Salamanca, qui est un militant maoïste, est allé prier le nouveau gouverneur, le chef de l'opposition libérale (Balbin) et le président démocrate-chrétien du Sénat (Allende) pour qu'ils intercèdent en vue de l'annulation de la mesure qui le frappait. Sans commentaire...

Suivant une tactique déjà bien rodée, la violence blanche frappe impitoyablement non seulement tout ce qui bouge « à gauche », mais encore les représentants du « marais », en terrorisant ainsi la masse des oscillants, va jusqu'à éliminer les avocats des prisonniers politiques, et dépasse largement aujourd'hui le niveau atteint sous les régimes militaires.

Dans ce contexte général, le monolithisme du mouvement péroniste, déjà en voie de désagrégation, est ouvertement brisé dès la mort du lider. L'aile la plus extrémiste (le « péronisme de base » et les Montoneros) rompt la « verticalité », c'est-à-dire la discipline de la hiérarchie du mouvement officiel, mais continue à se revendiquer de son fondateur et de sa prétendue doctrine, alors qu'elle avait été attaquée et désavouée ouvertement par Peron lui-même. Mais que les faits, toujours têtus, dévoilent la contradiction de toujours entre la compromission congénitale du péronisme et son verbe démagogique pseudo-révolutionnaire, elle va maintenant chercher son inspiration ... chez Eva

Dans cette situation riche de puissants antagonismes et d'un énorme potentiel de violence, les ouvriers qui se trouvent aux prises avec la répression déchaînée officieusement sont livrés politiquement soit à la trahison et à l'abdication devant la « démocratie retrouvée », soit à la confusion et à un état de désorganisation chronique.

Le PC argentin, pour ne parler que de son histoire récente, tou-jours fidèle à son attachement de principe à la démocratie parlementaire, trottine derrière le péronisme après avoir appelé à voter pour Peron; il dénonce la violence de droite comme celle de gauche, ce qui revient à nier aux exploités le droit à la lutte révolutionnaire, avec le prétexte éternel qu'on ferait ainsi le jeu de la droite. Il joue dans l'opposition légaliste le rôle pacifiste et contre-révolutionnaire de son compère chilien.

Du côté prochinois, le PCR oscille entre le suivisme à l'égard du péronisme (appel à transformer le retour pacifique de Péron en « insurrection victorieuse »), le légalisme le plus plat (voir ci-dessus la réaction de Salamanca) et un populisme « radicalisant » avec son appel pour la constitution d'un front unique anti-yankee qui « doit éviter de frapper les monopoles nationaux [et] les puissances impérialistes non yankees », en prônant donc une « révolution » respectueuse d'une très large fraction des classes dominantes.

Chez les courants plus ou moins proches de la IVe Internationale, le PST, variante absolument dégénérée de l'économisme, est admis dès 1969 comme parti sympathisant par le Secrétariat Unifié. Il atteint largement déjà le stade le plus aigu de l'opportunisme, si l'on se réfère à l'esquisse qu'a brossée de lui Trotsky dans l'appendice de 1905. Le PST a lancé un appel pour le retour de Péron afin qu'il se mette à la tête des luttes ouvrières; il a demandé à Campora la formation d'un gouvernement « à majorité ouvrière »; il a pris part aux entretiens politiques « pour la reconstruction nationale » entre gouvernement et opposition. La liste de ces infâmies serait longue.

Que la violence blanche se déchaîne *même* sur des militants de telles organisations, cela constitue une preuve supplémentaire des énormes tensions sociales qui font craindre au péronisme et à la bureaucratie syndicale la moindre remise en cause d'un équilibre politique précaire — reflet de l'équilibre au sein des classes dominantes —, construit si laborieusement au moyen de l'aplatissement devant les maîtres et d'une répression contre les exploités.

Le PRT, avec l'ERP comme branche armée, constitué en section de la IVº Internationale lors de son Congrès de 1969 a, par sa longue lutte terroriste et son intransigeance envers le péronisme officiel, suivi une politique qui tranche avec les organisations que nous venons de citer, lui faisant gagner un prestige révolutionnaire certain dans les secteurs radicalisés.

Avec une confusion doctrinale qui se rattache à celle du MIR chilien, le PRT partage également les orientations politiques de base de ce dernier, avec des déviations encore plus droitières, telle la constitution d'un large front « anti-impérialiste et pour le socialisme », espèce de Kuomintang qui voudrait regrouper organiquement socialistes, « communistes », péronistes « progressistes » et révolutionnaires, radicaux (magma informe de petits bourgeois légalistes) et chrétiens « de gauche », et constituerait ainsi une organisation commune de tout l'éventail politique « contestataire ». Il s'agit bien d'un de ces fronts impuissants dont le prolétariat a toujours fait les frais. en Espagne comme en Chine et, sous une forme encore plus dégénérée, dernièrement au Chili.

L'Argentine se trouve aujourd'hui à l'épicentre des antagonismes qui traversent le continent américain, avec des conditions objectives explosives résultant d'un capitalisme stagnant et difforme et de sa dépendance à l'égard de l'impérialisme.

Si le prolétariat révolutionnaire a quelque chose à tirer des derniers développements dans le souscontinent, c'est que, pour détruire le statu quo, la révolution doit passer par la dictature et la terreur, sur le cadavre politique de la bourgeoisie nationale et de ses agents et, préalablement, par la délimitation politique et la lutte la plus intransigeante contre le « marais » plus ou moins extrémiste qui introduit l'indécision, l'esprit de compromis entre les classes, châtrant par là même le potentiel subversif du prolétariat, seule classe révolutionnaire conséquente.

Ce sont les conditions subjectives qui sont tragiquement en retard sur les nécessités objectives de la lutte révolutionnaire dans l'ensemble du continent américain. Le prolétariat ne pourra apporter sa force décidée, révolutionnaire « jusqu'au bout », par une autre voie que celle de la reconstitution mondiale de son parti qui, loin d'enfermer le prolétariat dans les limites étroites d'une lutte aux horizons nationaux, pourra intégrer la puissance subversive de celle-ci dans sa stratégie internationale contre l'impérialisme et les classes dominantes. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou avec un succédané du Parti - comme le dit le chef de l'Armée Rouge dans ses Leçons d'Octobre. Forger cette organisation, la consolider, la centraliser toujours davantage sur la base de granit de la doctrine, du programme, des principes invariants et des orientations tactiques qui sont subordonnées à ces derniers, voilà la tâche première et urgente, à l'échelle américaine et à l'échelle mondiale.

ERRATUM

Dans la première partie de cet article, il fallait lire « Même l'UIA s'inquiète devant les « dénationalisations », et non « y compris l'UIA qui s'inquiète, ce qui pourrait laisser entendre que l'UIA s'est approchée très tôt du péronisme, alors qu'elle n'a engagé ce processus que le 10 octobre 1972, lors de sa sortie de « l'Organisation de kiaison des entreprises libres » (sic), rendant ainsi possible sa fusion avec la CGE.

Toujours l'Irlande

«Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis: prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient, de ce fait, un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande, et consolide ainsi leur pouvoir sur lui-même. Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l'ouvrier irlandais. (...) L'Irlandais lui rend la pareille largement. Il voit en lui à la fois le complice et l'instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref, par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. Cet antagonisme constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de sa bonne organisation. C'est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s'en rend parfaitement compte ».

Ce texte de Marx d'il y a un siècle sur la question irlandaise (lettre à S. Meyer et A. Vogt, 9 avril 1870) n'a malheureusement pas vieilli. Aujourd'hui on constate la même division et le même antagonisme entre ouvriers anglais et ouvriers irlandais, attisés par leur propres erploiteurs.

A la suite de l'attentat de Birmingham, des bagarres ont éclaté en Angleterre dans les usines, et certains ouvriers anglais sont allés jusqu'à proposer à leurs patrons de licencier des ouvriers irlandais sympathisants de l'IRA (voir Le Monde du

Loin d'expliquer aux prolétaires anglais qu'une telle attitude est aberrante et se retourne contre eux, les labour lieutenants of the capitalist class lancent des appels au calme pour que se reforme le plus tôt possible l'union sacrée entre exploiteurs et exploités, anglais et irlandais, tandis qu'en Irlande l'opportunisme local, par la voix du Sinn Fein «officiel», dénonce la campagne de l'IRA «provisoire» comme une «guerre contre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne»!!! (voir Le Monde déjà

cité).

«Je suis de plus en plus arrivé à la conviction — et il ne s'agit que de l'inculquer à la masse ouvrière anglaise, écrivait Marx à Kugelmann le 28 nov. 1869 — qu'elle ne pourra rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra pas de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes.

tique des classes dominantes ».

Aujourd'hui comme hier, l'unification du prolétariat exploité et dominé par l'infâme Albion des deux côtés du canal Saint Georges, et la constitution d'une force de classe en Angleterre elle-même, a comme condition absolue la lutte la plus décidée contre le colonialisme anglais et l'oppression que celui-ci exerce encore sur l'Irlande.

Suisse: l'opportunisme et l'inflation

(suite de la page 1) transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces produc-L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble » (Anti-Dühring, Troisième Partie, chapi-- Ed. Sociales, pp. 317tre II

En s'élevant contre la liberté de fixer les prix que s'arrogent les « grandes concentrations », les défenseurs de l'économie libérale ne font que cacher au prolétariat que, d'une manière ou d'une autre, c'est lui qui fait les frais de l'opération. Le PST se charge d'ailleurs lui-même de démystifier involontairement au passage, les nationalisations et la surveillance des prix tant vantées: « Que penser en effet, déclare-t-il, d'un système de surveillance des prix qui depuis sa mise en service, a été incapable de juguler les hausses, d'autorités fédérales qui augmentent encore les prix des services publics (PTT, CFF, taxes radio, TV, gaz, électricité, pour ne citer que quelques exemples...)? ». Mais même dans l'hypothèse absurde où l'Etat exercerait réellement à la demande de l'opportunisme un contrôle strict des prix et des profits, le patronat à qui l'on interdirait un moyen de maintenir

son taux de profit, ne s'attaquerait que plus directement aux salaires et aux conditions de travail des ouvriers.

Pour se défendre contre l'infla-

tion et ses conséquences, les travailleurs n'ont qu'une seule solution: défendre leur salaire avec leurs armes de classe, notamment la grève sans préavis ni durée fixée, lutter dans une perspective d'unité prolétarienne contre le patronat. Mais lorsqu'ils veulent employer cette arme qui est la leur, en laissant tomber les sornettes réformistes et l'unité de récrimination avec les petits exploiteurs par les pressurés capitalistes « gros requins monopolistes », les travailleurs se heurtent précisément à un obstacle de taille, celui de la collaboration de classe la plus éhontée et la plus cynique: la « Paix du Travail » signée par les syndicats, qui essaie de leur faire troquer l'emploi de leur force de classe contre un long et étouffant cheminement à travers le labyrinthe de la légalité bourgeoise (voir l'exemple récent de la Buerger et Jacobi). Quant à l'unité prolétarienne que le capitalisme essaie toujours de fractionner en multipliant les oppositions et la concurrence entre les couches ouvrières, elle est également battue en brèche par les mêmes opportunistes des syndicats et du PST, qui défendent carrément les intérêts particuliers de l'aristocratie ouvrière suisse contre la masse des ouvriers immigrés, comme nous l'avons dénoncé dans Le Prolétaire nº 184.

Non seulement ces cireurs de bottes abandonnent toute lutte pour la chasse aux ministères, mais ils aident activement la bourgeoisie à fractionner et affaiblir son ennemi prolétarien. C'est seulement en reprenant, malgré l'opportunisme et contre lui, ses armes de classe, en boycottant de telles réformes, qui n'apportent aucune amélioration même minime à sa vie matérielle, mais qui constituent une pure diversion et mystification des exploités, que le prolétariat pourra défendre ses conditions d'existence, et reprendre, préserver, fortifier les condi-tions matérielles et politiques de sa lutte immédiate et de son combat frontal inévitable contre la bourgeoisie et ses Etats, qu'aucun vœu pieux du réformisme ne pourra mettre à l'abri des contradictions capitalistes.

PERMANENCES DU PARTI

- A Lille: le samedi de 18 h 30 à 20 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).
- A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4° étage).
- A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12e) Métro Gare de Lyon-Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Strasbourg le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples (près de la place du Corbeau).

Points de repère pour la tactique

Conçues comme une contribution à la définition de questions fondamentales intéressant l'ensemble du mouvement communiste international, les Thèses sur la tactique (1) adoptées en mars 1922 au congrès de Rome du Parti Communiste d'Italie, alors dirigé par notre courant, avaient pour objet « le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements ». En ce sens, elles ont une valeur qui n'est pas « italienne » ou contingente, mais internationale et permanente.

Comme le rappellera un peu plus tard le Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IVe Congrès de l'IC en novembre 1922, « le problème de la tactique consiste à rechercher les moyens qui permettent le mieux aux partis communistes de réaliser les conditions subjectives [c'est-àdire « l'existence de partis communistes dotés d'une claire vision programmatique et d'une organisation bien définie qui en assure l'unité d'action; et un degré d'influence du parti communiste sur la masse des travailleurs et sur leurs organisations économiques qui le mette en position de supériorité par rapport aux autres tendances politiques du prolétariat »], en se basant sur les conditions objectives et sur leur processus de développement ».

Une fois résolu le problème de la constitution du Parti à Livourne sur les solides bases théorico-tactiques fixées au II^e Congrès de l'Internationale Communiste, il s'agissait de

préciser au maximum, en intégrant les expériences internationales des deux dernières années et en étroite liaison avec les principes et le programme du parti, les règles tactiques correspondant aux diverses situations que le parti pouvait être amené à rencontrer dans le déroulement des événements. Ceci voulait dire affronter en premier lieu le double problème suivant: comment élargir de plus en plus l'influence du parti sur les masses, tout en renforçant ses capacités de direction révolutionnaire, en avant bien conscience que ces deux conditions non seulement ne s'excluent pas mais sont étroitement liées.

Entre la situation de l'époque et la situation actuelle, entre le parti de 1922, section de l'Internationale Communiste, doté d'une organisation compacte et fortement implanté dans les masses, bien que n'ayant pas encore réussi à anéantir l'influence déterminante et néfaste de la socialdémocratie, et l'organe naissant d'aujourd'hui, il y a l'abîme d'une contre-révolution mondiale d'une durée et d'une gravité sans précédent, qui se reflète dans l'absence non seulement du parti révolutionnaire comme facteur agissant de l'histoire, mais même de véritables organisations de classe pour la défense des intérêts immédiats du prolétariat.

Il serait pourtant faux - et désastreux - d'établir une opposition métaphysique entre le puissant parti qui devra diriger la révolution et l'embryon de parti que nous sommes encore aujourd'hui et qui, pour le devenir, se guide sur les mêmes principes tactiques et organisationnels qui gui-daient notre action en 1922. Tout comme alors, il sait que

c'est l'unité et la continuité entre sa lutte théorique et organisative et son action réelle dans les luttes ouvrières qui lui permettront de s'implanter profondément dans la classe tant en intégrant au parti les énergies les plus mûres et toujours minoritaires - qu'en y étendant son influence. La question est d'autant plus actuelle que, comme nous le disions en 1961 dans Mouvements revendicatifs et socialisme, « précisément pour la reconstruction du parti prolétarien révolutionnaire un retour du prolétariat à l'action directe, fût-ce même sur le plan inférieur de la lutte revendicative, serait d'une importance historique que nul n'a le droit de contester», à condition que le parti affronte correctement

Nous donnons ci-dessous des extraits des thèses qui concernent le problème général des rapports du parti communiste avec la classe prolétarienne d'une part, avec les autres mouvements prolétariens agissant au sein du prolétariat d'autre part, en laissant pour l'instant de côté la partie suivante - consacrée aux éléments de la tactique tirés de l'examen des situations et à l'importante distinction entre tactique « directe » et « indirecte » — qui en constitue le nécessaire complément. On ne trouvera pas non plus ici une solution à des problèmes tactiques particuliers de l'action du parti, tels que la question agraire, nationale, etc., mais des critères permanents qui dérivent de sa nature et de sa fonction propres - c'est-à-dire tant de son caractère « fermé » en tant que programme et organe de combat, que du caractère « ouvert » de ses tâches en tant que candidat à la direction des grandes masses prolétariennes.

- 1. Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les différents groupes de classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, pour être communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de toutes ses luttes successives, dépassent, en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser.
- 2. L'intégration de toutes les poussées élémentaires dans une action unitaire se manifeste à travers deux facteurs principaux: l'un est la conscience critique dont le Parti tire son programme; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'organisation disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action [...].
- 8. [...] C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (pardelà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assure [...] le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux

plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toucroissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de ca-naliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

- 9. Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au Parti d'autres partis ou fractions détachées de partis. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au Parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure: dans ce cas, l'ac-croissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du Parti, pourrait bien paralyser son travail d'encadrement des masses, au lieu de le faciliter.
- [...] Il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul Parti Communiste, et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au Parti Communiste du pays donné.

Rapports entre le Parti Communiste et la classe prolétarienne

10. La délimitation et la défini- suivant avec attention dans tout tion des caractères du Parti de classe, qui fondent sa structure constitutive d'organe de la partie la plus avancée de la classe prolétarienne, n'empêchent pas, mais au contraire exigent qu'il soit rattaché par des liens étroits au reste du prolétariat.

11. La nature de ces rapports se déduit de la dialectique régissant la formation de la conscience de la classe et de l'organisation unitaire du Parti. Cette formation se traduit par le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupe sur le terrain d'une ac-tion prolétarienne générale. Mais, bien loin de le faire en niant ces mouvements élémentaires, il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les

leur développement.

12. L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce se-rait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire.

13. Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utile-ment son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer.

Ils tendent à entraîner derrière eux la majorité des travailleurs de ces associations et à conquérir les charges directrices, devenant ainsi le véhicule naturel des mots d'ordre du Parti. Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les

travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action.

14. Tout le travail et l'encadrement des groupes communistes tend à donner au Parti le contrôle définitif des organes dirigeant les associations économiques. Les centrales syndicales nationales, en particulier, apparaissent comme le plus sûr moyen de diriger les mouvements du prolétariat non organisé vers le Parti. Celui-ci considère qu'il a le plus grand intérêt à éviter la scission des syndicats et des autres organisations économiques. C'est pourquoi il ne saurait s'opposer à l'exécution des mouvements décidés par leurs directions sous prétexte qu'elle est dans les mains d'autres partis. Cela ne l'empêchera pas de faire

la critique la plus ouverte tant de l'action elle-même que de l'œuvre des chefs (2).

15. Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'in-

(suite page 4)

(1) Les thèses de Rome (thèses sur la tactique du Parti Commu-niste d'Italie) ont paru dans la brochure: Défense de la continuité du programme communiste. (Edi-

du programme communiste. (Editions programme communiste.)
(2) Est-il besoin de rappeler, comme nous l'avons amplement illustré dans Le parti devant la question syndicale (cf. Programme Communiste nº 53-54) que les syndicats actuels n'ont plus rien à voir avec les syndicats du premier après-guerre qui, même quand ils étaient dirigés par des partis réformistes, vivaient, du fait même de la situation et de l'existence d'un fort mouvement révolution-

naire, d'une intense vie de classe et étaient donc susceptibles d'être conquis par le parti communiste? Les organisations prolétariennes immédiates devront encore renaître, immédiates devront encore renaître, comme résultat en particulier d'une reprise en grand de la lutte de classe. Ceci n'est évidemment pas une raison pour ne pas travailler aussi dans les syndicats actuels, « même les plus réactionnaires », tout en luttant déjà pour organiser des groupes d'ouvriers rebelles au capitalisme et à l'opportunisme et en appuyant tous les efforts de la classe pour se donner des organes de lutte, même embryonnaires.

Les limites d'une libéralisation

Le Parlement bourgeois a baissé son rideau de guignol sur la enième représentation de la farce du droit bourgeois. Qu'en est-il exactement de ce « net progrès sur la légis-lation répressive » salué par l'Humanité?

Pour les femmes des classes laborieuses, rien n'a changé. Toutes les entraves réelles possibles ont été dressées devant l'ouvrière ou cultrice pour la ralement et matériellement d'avorter. Obstacle financier: pas de remboursement par la Sécurité Sociale, ce qui laisse le champ libre pour un immense trafic financier avec ouverture de cliniques privées spécialisées dans l'avorte-ment, comme cela s'est produit dans les mêmes conditions dans d'autres pays. Quant à la tarification prévue — et là où elle sera appliquée — les estimations minimales parlent déjà de 400 F pour un simple avortement par aspiration ne nécessitant pas d'hospitalisation ni d'anesthésie, alors que les groupes militants qui se sont lancés dans l'avortement «sauvage» établissent le coût du matériel élémentaire (canule et serin-gue) à 10 F. Il faut noter aussi que l'avortement par des para-médicaux formés à cet acte simple est interdit - alors que la majorité des accouchements sont pratiqués par des sage-femmes —. Quant à l'ai-de médicale gratuite pour les « in-

digents », dont on sait la difficulté d'obtention, le cas des USA montre qu'il y a deux fois plus de complications chez les femmes ayant dû demander une aide financière (à cause en particulier des délais imposés pour les formalités exigées) que celles ayant pu assumer les frais de l'intervention. Longueur et complexité de la procédure administrative, impliquant le passage de la «candidate» à l'avortement devant deux commissions, médicale puis sociale, avec un délai de réflexion obligatoire, et bien qu'au terme de ce processus la décision doive intervenir avant la 10° semaine de la grossesse. Dans la pratique il est probable que les cliniques privées mettront cette double structure à la disposition de leurs clientes, drainant ainsi la plus grande partie des avortements.

Tous ces obstacles sont là pour que la femme sans ressources, ignorante, immigrée, soit terrorisée par ces juridictions qui la feront s'en remettre au bon vouloir du médecin, du psychologue, du mari, et pour la mineure de ses parents; pour que la femme des classes laborieuses contrainte à l'avortement clandestin soit par contrecoup contrainte à la maternité. Cette contrainte et cette oppression sur les femmes du prolétariat, on la trouve dans tous les pays capitalistes même sous le masque

du plus grand libéralisme: moins l'exemple de la Yougoslavie où la libéralisation de 1969 n'empêche pas que environ 30 % des avortements restent clandestins; celui de la Tchécoslovaquie, où malgré la libéralisation de 1957, le nombre des avortements illégaux n'a diminué que de 65 à 80 % selon les statistiques; même remarque pour les pays scandinaves où en dépit de la libéralisation des années 60, et bien qu'on y note une nette augmentation des avortements légaux, le nombre des avortements illégaux a continué à demeurer important, restant le fait des femmes qui n'ont d'autres ressources que de s'avorter ellesmêmes pour une raison soit financière, soit de refus des « commissions compétentes », soit d'isolement moral ou matériel (régions rurales).

Le texte de loi affirme d'ailleurs clairement qu'il ne crée aucun droit à l'avortement « qui reste l'ultime et exceptionnel recours »; et qu'il n'entend nullement informer les femmes génératrices de producteurs des possibilités matérielles et techniques actuelles pour avorter : les dispositions répressives légales sont maintenues en ce qui concerne la « propagande et publicité » en faveur de l'avortement, alors que la bourgeoisie confirme sa détermination à tout faire pour encourager la natatlité,

(suite de la page 1)

une possibilité de stabiliser au moins partiellement le climat économique en Occident dans l'extension des relations commerciales avec tous les pays [et en particulier, bien entendu, avec l'URSS] sans aucune discrimination » (cité par Le Monde, 20-11). Les actes n'ont pas tardé à suivre avec les fructueux contrats signés lors de la visite de Brejnev à Paris; et Le Monde de jubiler: « L'Internationale des affaires est en train de se renforcer [...] Au moment pù l'économie française connaît une dure épreuve, qui se traduit par une montée du chômage et un déficit de la balance commerciale, la réalisation en terre soviétique de projets industriels importants fournit du travail aux usines et des recettes au Trésor ». (8 et 9-12.)

A l'espoir de reprise économique est en effet surtout lié celui d'une paix sociale retrouvée; du grenier où il a été relégué, le vestige stalinien dénommé Souslov peut bien tonitruer sur la crise irrémédiable de la « moitié capitaliste » du monde: le professeur Arbatov, directeur de l'Institut des études américaines, autrement bien informé et étranger aux fumées idéologiques, sait que si « la dépression de 1930 a sans doute produit Rossevelt et le New Deal [choses excellentes, évidem-ment!] elle a aussi engendré Hitler et le fascisme » (le fascisme ne serait donc plus le fruit de la méchanceté teutonnique, mais d'une tension dans les rapports entre les classes devenue intolérable pour la société bourgeoise?). Prudence, donc, comme son excellence Ponomarev ne cesse de le recommander aux partis « frères ».

L'honorable société

Attention à ne pas exaspérer les conflits sociaux, attention à ne pas trop tirer sur la corde, cherchons tous ensemble - ou mieux, confions cette tâche aux deux gendarmes — à les résoudre en paix avant qu'il ne soit trop tard, dans l'esprit d'un nouveau New Deal, d'un New Deal dernier cri. Si l'Europe a son Ostpolitik en guise de soupape au malaise économique et au désordre social, Moscou est prête de son côté avec le consentement et la bénédiction de Washington — à lui offrir une Westpolitik. Quant aux éventuels troublefête au niveau des rapports Etats comme au niveau des rapports entre classes, on leur fera tâter de la terreur exercée par les frères siamois de Vladivostok: avis en Extrême-Orient à la Chine et au Japon remuants, avis au Moyen-Orient à Israël et à l'O.L.P., avis. partout et à tous — et en pre-mier lieu aux paysans sans terre et aux prolétaires sans-réserves.

Les menottes sont prêtes à se refermer sur les poignets de qui ne saurait pas respecter les règles du statu quo, du meilleur possible de tous les ordres éta-

Si le « système principal de signe positif » a son brave « système subordonné », et ce dernier son brave « sous-système », tous deux de signe négatif, l'honorable société des défenseurs de l'ordre établi a aussi ses préfets et ses sous-préfets, tous « de signe positif », dans les provinces où s'articule la super-république de condominium russo-américaine. C'est un fait d'expérience historique: si, par délégation des ministres de l'intérieur de la planète Ford-Brejnev, il faut passer les menottes à quelqu'un en prévision des contrecoups sociaux de la crise économique, les premiers à le faire - et les mieux adaptés grâce à tous les atours du progressisme dont ils sont parés — sont les sociaux-démocrates, ou leur variété type constructeurs du « socialisme » dans les aires arrié-

En 1878, la divine providence ayant sauvé le Kaiser de mains homicides, le cri de « Sus aux anarchistes » s'éleva en Allemagne. Bismarck promulgua les lois anti-socialistes, baîllonna une social-démocratie qui, sans être « anarchiste », représentait un prolétariat menaçant et potentiellement révolutionnaire. Aujourd'hui, en l'an de grâce 1974, le même cri s'élève aux premiers signes de l'approche de la crise; mais ce n'est plus le chan-celier de fer qui déclenche la psychose de l'« anarchiste » et en prétexte pour édicter des lois d'exception contre la diffusion des idées révolutionnaires ou subversives, susceptibles de pousser à de graves crimes en prêchant la violence : c'est le social-démocrate Schmidt, et son parti n'en est plus la victime mais l'exécuteur. Que meurent en prison les violents individuels d'aujourd'hui: gare aux violents en masse possibles de demain! Atomique ou non, l'équilibre de la terreur doit régner en Allemagne!

En 1914 le gouvernement libéral de Sa Majesté britannique trouva dans l'hystérie guerrière un débouché providentiel à l'hystérie anti-irlandaise : l'état d'urgence justifié par la menace de la « barbarie teutonne » couvrit des mesures d'une sévérité draconienne contre les rebelles et les violents de l'Ile verte. Les travaillistes poussèrent des hurlements: aujourd'hui c'est leur chef Wilson qui barde de lois tout aussi exceptionnelles la « patrie de tous les parle-ments », contre les défenseurs d'une cause que le communisme scientifique avait faite sienne en l'intégrant — et donc en la transfigurant - dans sa propre stratégie révolutionnaire et prolétarienne mondiale. Et par con-trecoup les menottes se refermeront autour des poignets de quiconque — prolétaire en pre-mier lieu — osera ne serait-ce que prononcer un slogan les appuyant; par extension, autour des poignets des travailleurs qui oseraient en tant que classe briser - et comment la briser sans violence? - l'ignoble paix du « contrat social ».

Ainsi l'honorable société des défenseurs de l'ordre établi tisse sa toile, en grand à Washington Moscou, en petit à Bonn et Londres, demain à Paris et Rome. Elle la tisse également là où on agite un drapeau socialiste pour masquer des mouvements nationaux bourgeois. En quête de crédibilité à l'ONU, Arafat est prêt à jeter en prison, voire à faire pendre les trouble-fête plébéiens de son propre front de libération - a fortiori, comme on peut l'imaginer, ceux qui sont en désaccord avec lui. Au Mexique, les troupes du très courtisé président progressiste Echeverria prennent dans un étau de fer et de feu les paysans rebelles d'Acapulco: qu'on les massacre tous, aucun Lucio Cabanas, aucun de ses guérilleros ne doit pouvoir faire renaître le spectre de Pancho Villa, ou pire de Zapata!

A ses carrefours les plus explosifs, l'histoire fait payer son prix terrible. Si la violence de la classe dominante mondiale, au sommet, au milieu et en bas de sa hiérarchie de sbires galonnés, s'abat ou est prête à s'abattre sur les anarchistes vrais ou présumés élevés en symboles de la subversion de l'ordre établi; si la force de dissuasion rentre en scène derrière une forêt de rameaux d'olivier; si, par la bouche de son directeur géné-ral Colby, la C.I.A. revendique le droit et le devoir d'« opérer discrètement à l'étranger » (et son homologue russe ne reste certainement pas en arrière) c'est sans doute que le trône de la classe dominante est en-core malheureusement solide, mais aussi que les signes prémonitoires de la tempête ne lui échappent pas.

Les forêts de têtes nucléaires et les milliards de dollars de la West-Ostpolitik suffiront-ils à la longue à l'éviter? Nous espérons que non: mais nous jurerions que, dans l'alternance de sourires et de menaces de Vladivostok et d'Oulan Bator, les super-gendarmes de l'ordre capitaliste mondial se le demandent aussi.

Points de repère pour la tactique

(suite de la page 3)

fluence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations possibilités de manifestations dans la vie sociale.

16. Ce serait une conception complètement erronée du Parti que d'exiger de chacun de ses adhérents considéré isolément une parfaite conscience critique et un total esprit de sacrifice, et de limiter la sphère d'influence du Parti à des unions révolutionnaires de travailleurs constituées dans le domaine économique selon un critère scissionniste, et ne compre-nant que les prolétaires qui accepdes méthodes d'action données. D'autre part, on ne peut exiger qu'à une date donnée ou à la veille d'entreprendre des actions générales, le Parti ait réalisé la condition d'encadrer la majorité du prolétariat sous sa direction, ni plus forte raison dans ses propres rangs. Un tel postulat ne peut

être posé à priori, sans tenir compte du déroulement dialectique du processus de développement du Parti. Cela n'a aucun sens, même abstrait, de comparer le nombre des ouvriers encadrés dans l'orga-

nisation disciplinée et unitaire du Parti, ou contrôlés par lui, et celui des ouvriers inorganisés et dispersés ou affiliés à des organismes corporatifs incapables de les unir- organiquement [...].

Rapports du Parti Communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens

17. La fraction du prolétariat qui est organisée dans d'autres par-tis politiques ou qui sympathise avec eux est particulièrement récalcitrante à un regroupement dans les rangs et sous l'influence du Parti communiste. Tous les partis bourgeois ont des adhérents prolétariens, mais ceux qui nous intéressent ici sont surtout les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchis-

18. Le parti doit développer une critique incessante du programme de ces mouvements et démontrer

leur insuffisance pour l'émancipation du prolétariat. Cette polémique théorique sera d'autant plus efficace que le Parti pourra mieux démontrer que l'expérience confirme les critiques programmatiques anciennement formulées par lui contre ces mouvements. C'est pourquoi, dans les polémiques de cette nature, on ne doit jamais masquer les divergences de méthode, non seulement au sujet des problèmes du moment, mais au sujet des développements ultérieurs de l'action du prolétariat.

19. Par ailleurs, ces polémiques

doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'œuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée.

20. Le Parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, en accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physionomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceuxci (3).

21. Pour attirer à lui les prolé-taires adhérant à d'autres mouvements politiques, le Parti communiste ne peut appliquer la méthode consistant à organiser en leur sein des fractions communistes ou de sympathisants communistes. Il est normal d'employer cette méthode pour pénétrer dans les syndicats d'où l'on ne cherche pas à faire sortir des groupes communistes organisés; mais appliquée à des mouvements politiques, elle compromettrait l'unité organique du Parti, pour les raisons dites plus haut à propos du développement de son organisation.

22. Dans la propagande et la po-

lémique, il ne faudra pas oublier que de nombreux travailleurs déjà mûrs pour la conception unitaire et révolutionnaire de la lutte ne se sont fourvoyés dans les rangs syndicalistes et anarchistes qu'en réaction à la dégénérescence des vieux partis sociaux-démocrates. La vigueur de la polémique et de la lutte communistes contre ces derniers sera un facteur de premier ordre pour ramener ces travailleurs sur le terrain révolutionnaire.

23. On ne peut évidemment appartenir en même temps au Parti communiste et à un autre parti politique. L'incompatibilité s'étend à tous les mouvements qui, sans être ni s'intituler partis, ont un caractère politique, et à toutes les associations dont les conditions d'admission sont des thèses poli-

(3) Voir Le Front unique dans « Le Prolétaire » nº 183.

PRESSE INTERNATIONALE IL PROGRAMMA COMUNISTA

E' uscito il Nr 22 (28 novembre 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana di cui diamo il sommario:

- Per la lotta di classe, contro la
- La Grecia ha un nuovo « governo
- forte ». Azioni dimostrative, lotte di di-
- fesa e lotta di classe, - Crolla il mito dell'Europa verde,
- A morte il vecchio e il nuovo
- « contratto sociale »,
- Disoccupazione in marcia,
- La rivoluzione algerina,
- L'ondata di scioperi in Francia,
- Ritornando sulla « disobbedienza civile », Gli affamatori di tutto il mondo
- a convegno,
- Gli appunti di un coccodrillo.

directeur - gérant F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. » 232, r. de Charenton, Paris-12 distribué par les NMPP

Exclu de la CGT... pour fait de grève

reprises pour la grève — d'ailleurs d'abord poser le problème à la ressentie comme une nécessité par les travailleurs - face aux bonzes syndicaux qui eux réclamaient le calme durant les négociations avec le patronat, un délégué cégétiste, notre camarade, a été exclu du syndicat et dénoncé à la direction de l'entreprise Métro, le 20 novembre, son exclusion ayant ensuite été annoncée aux travail-

leurs par tract le 2 décembre (!1). C'est l'Union locale C.G.T. de Lille qui a pris unilatéralement cette décision, c'est elle aussi qui a rédigé ce tract, véritable tissu de mensonges, où « forte de la confiance de ses millions de voix aux élection professionnelles », elle met en cause notre camarade qui, paraît-il, « ne respecte pas les statuts et s'attaque au syndicat pour servir la propagande d'un groupe politique », quoique « jamais aucun reproche ne lui ait été fait d'appartenir à un groupe politique de son choix », et l'accuse a d'avoir voulu déclencher la grève avant même d'avoir déposé la re-

Pour s'être prononcé à plusieurs vendication, alors qu'il fallait toraux démocrates et républicains direction, en discuter avec elle et examiner la réponse avant de passer à l'action », comme si les revendications n'étaient pas connues depuis longtemps.

Que tous les ouvriers combatifs entendent bien ces paroles: la C.G.T. telle qu'elle est aujourd'hui ne peut que se dresser contre leur volonté de lutte. Comme nous le disions dans un tract distribué le 3-12 aux travailleurs de Métro: « Afin de préparer les luttes à venir, il faut comprendre ce que valent les dirigeants qui prétendent défendre vos intérêts en même temps que ceux de la « nation ». Il faut aussi comprendre qu'au seul mot de grève véritable, les bureaucrates syndicaux brandissent les foudres de l'appareil: mieux que n'importe quelle démonstration cette attitude prouve combien sont incompatibles la défense des intérêts ouvriers et l'orientation réformiste de la centrale de Séguy. Courbettes, bas-sesses devant les bons alliés élecbourgeois: brutalité, arbitraire, à l'égard des militants prolétariens voilà le vrai visage qu'aujourd'hui les dirigeants donnent du syndicat, constitué pour lutter contre les effets du capitalisme. [...] Si aujourd'hui les directions syndicales excluent les ouvriers les plus combatifs, cela n'empêchera pas que les travailleurs botteront les fesses de leurs dirigeants traî-

Et nous rappelions dans ce même tract les revendications que seul notre groupe syndical avançait sur l'entreprise depuis la grève de décembre 1973. Pour nos militants l'étiquette syndicale importe peu: d'abord dans le syndicat pour y combattre l'opportunisme, s'ils s'en voient chassés, ils n'en continuent pas moins de défendre les intérêts immédiats des travailleurs comme leurs intérêts futurs, la nécessité de la révolution violente et de la dictature prolétarienne pour en finir avec la société capitaliste et l'esclavage salarié.